



Déclaration
Liminaire au CTL
du 22 novembre 2022

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Évreux, le 22 novembre 2022

Madame la Présidente,

Nous siégeons aujourd'hui dans ce qui sera le dernier CTL de la DDFiP de l'Eure pour ce mandat, avant que le CSA se mette en place, suite au prochain scrutin et le remplace dans ses prérogatives.

Sans prétendre ici rendre compte de ce qu'aura été son activité dense dans cette instance, *Solidaires Finances Publiques* rappelle que nous avons pris au sérieux nos débats et que nous n'avons pas ménagé nos efforts pour représenter les personnels qui nous ont confié un mandat en décembre 2018.

Parfois, nous avons utilisé le boycott pour signifier solennellement un rapport de force ou bien refuser, par exemple, de cautionner les suppressions d'emplois. En effet, les combats nécessaires et légitimes n'auront pas manqué. Il en va par exemple du combat permanent que nous avons mené contre le NRP de votre prédécesseur, projet qui a mené à la casse du service public de proximité tel que nous le connaissions.

Nous refusons encore et toujours la casse de notre administration et continuerons à revendiquer une DGFIP humaine et technicienne, utile pour l'intérêt général, les populations et les collectivités. Nous poursuivrons notre travail revendicatif pour nos missions, nos emplois, nos structures et les conditions de travail des personnels.

Néanmoins, tout au long de ces années, nous avons largement participé à cette instance. Siéger et débattre avec vous et votre prédécesseur était pour nous jouer pleinement une partie de notre rôle de représentant-e des personnels et nous sommes fiers d'être des syndicalistes et d'avoir débattu tant d'heures avec cette direction.

En effet, nous considérons qu'il est utile de relayer les analyses des personnels et de faire entendre à l'administration leurs questionnements et leurs attentes.

Nous considérons qu'il est utile de lui rappeler « la vraie vie » quand elle s'engage dans des usines à gaz ou des déclinaisons de commandes technocratiques.

Nous considérons qu'il est nécessaire de ne pas la laisser seule dérouler ses projets, mais au contraire de l'interpeller de manière argumentée sur chaque dossier.

Nous considérons qu'obtenir que nos revendications soient prises en compte, même de manière trop minime, sur les sujets à enjeux discutés en CTL est bon à prendre, parce que c'est faire mandat utile.

Nous considérons que rendre compte et informer les agent-e-s, comme nous l'avons fait systématiquement de manière détaillée, est nécessaire pour que chacun-e puisse savoir et se faire un point de vue.

Nous pensons, loin des pseudo-modernes qui méprisent les contre-pouvoirs et le dialogue social, que le syndicalisme est utile et nous dirons même, indispensable.

Dans ces moments « Jupitérien » du plus haut niveau de l'état jusqu'aux pratiques de certains technocrates locaux, nous soulignons devant vous l'importance de respecter les acteurs que nous sommes. Le moment que nous vivons est celui de tous les dangers avec une crise démocratique,

sociale et écologique sans précédent, avec une extrême droite aux aguets pour profiter des colères. Dès lors partout, et donc aussi à la DGFIP, il conviendrait d'écouter les acteurs de terrains, les aspirations de la « base », dialoguer et surtout tenir compte des attentes et revendications exprimées.

Ce propos liminaire sera donc, une fois n'est pas coutume, l'expression de notre fierté, celle d'être des militant·e·s, des agent·e·s engagé·e·s qui gardent au cœur l'utopie nécessaire de vouloir changer le monde. Et plus modestement, mais avec tout autant d'exigence, de vouloir améliorer le quotidien des personnels, de vouloir préserver et renforcer notre administration au service de tous les territoires et toutes les populations.

Cet espoir est celui des militant·e·s que nous sommes ici, mais aussi celui de toutes les équipes qui contribuent à faire vivre le syndicalisme au quotidien.

Cette énergie que nous déployons n'a qu'un seul objectif, celui d'être utiles pour les agent·e·s, nos missions, nos structures, nos conditions de travail, mais aussi les populations, les collectivités locales et l'intérêt général.

Quel que soit le résultat des prochaines élections professionnelles, et nous faisons ici le souhait d'une forte participation, nous siégerons dans la prochaine instance, le CSA, en faisant le souhait, là aussi, que les futurs débats soient utiles.

Cela passera en premier lieu par un réel respect des sujets à aborder, tant sur l'organisation des services que sur les conditions de vie au travail ou les garanties des personnels. Cela passera par de la transparence et un respect effectif du dialogue social et de celles et ceux qui le conduisent. Cela passera par une volonté de mettre les sujets sur la table en amont avec une véritable place au dialogue. Cela passera par une volonté de donner du « *grain à moudre* » pour répondre aux revendications.

Vous aurez compris que nous restons plein d'espoir. Nous maintiendrons notre exigence et notre investissement pour « ***semmer de l'utopie et récolter du réel*** ». En effet, dans cette période inflationniste, il est un combat que Solidaires Finances Publiques ne cessera de mener, celui du pouvoir d'achat.

En attendant, nous aborderons tous les sujets de l'ordre du jour dans notre état d'esprit constant de relayer les attentes des personnels, mais aussi de poser nos exigences et nos revendications.

Les élus de Solidaires Finances Publiques au CTL de l'Eure.